



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Discours de Nicolas SARKOZY

Nice – Vendredi 30 mars 2007

Mes chers amis,

Je veux vous dire combien je suis heureux de me retrouver une fois de plus parmi vous, avec Christian Estrosi qui est mon ami, et en politique les vrais amis ne sont pas si nombreux. Avec Jean-Claude Gaudin, dont la fidélité et l'expérience me sont si précieuses. Avec tous les élus des Alpes Maritimes que je connais depuis longtemps, qui me soutiennent avec tant d'enthousiasme et de ferveur.

Je veux vous dire combien je suis heureux de me retrouver encore une fois dans cette ville de Nice, qui restera pour moi la ville où, pour la première fois de ma vie, j'ai pris la parole dans un congrès politique. C'était il y a si longtemps, et pourtant je m'en souviens comme si c'était hier. Vous le comprenez bien, ce n'est pas sans une profonde émotion que je retrouve ces lieux familiers où tout a commencé, en ce moment où pour moi, quoi qu'il arrive, s'ouvre une autre vie. Car être candidat à l'élection présidentielle, ça change tout dans la vie d'un homme, ça change tout dans le rapport qu'un homme politique entretient avec la politique, avec les Français, avec la France.

Le Président de la République ce n'est pas le chef d'un parti, même s'il est issu d'un parti. Ce n'est pas le chef d'une majorité, même s'il y a une majorité présidentielle. Ce n'est pas le Président de la droite, de la gauche ou du centre, même si je suis convaincu qu'il doit rester fidèle aux valeurs qui fondent son engagement politique.

Le Président de la République c'est le Président de tous les Français. C'est l'homme de la nation qui incarne la France aux yeux du monde, qui parle au nom de la France. Et la France ce n'est pas la droite, ce n'est pas la gauche, ce n'est pas le centre, ce n'est pas le Parti Socialiste, ce n'est pas l'UDF, ce n'est pas l'UMP, la France c'est tous les Français quelles que soient leurs convictions, leur religion, leurs origines.

C'est ma conception de la fonction présidentielle.

C'est ma conception de la nation.

C'est ma conception de la République.

C'est pour cela que dans cette campagne je veux parler à tous les Français.



C'est pour cela que j'ai demandé à mes amis de me laisser libre, libre d'aller vers ceux qui n'ont jamais été mes amis, vers ceux qui n'ont jamais appartenu à ma famille politique, vers ceux qui parfois m'ont combattu mais qui aiment la France, qui ne veulent pas se résigner pour elle à un destin médiocre.

Pour moi il n'y a qu'une France, qu'une histoire de France, qu'une République. Il n'y a pas une histoire de France de droite et une histoire de France de gauche comme le croient le Parti Socialiste et le Parti Communiste. L'histoire de France appartient à tous les Français.

Il n'y a pas une République de droite et une République de gauche. La République c'est le bien commun de tous les Français.

La droite républicaine a eu tort pendant trop longtemps d'abandonner la République à la gauche et la nation à l'extrême-droite. J'ai voulu en finir avec cet abandon.

Je veux tout assumer : toute l'histoire de France, toutes les valeurs de la France, toute la République.

La France est une synthèse toujours recommencée entre les Girondins et les Jacobins, entre ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas, entre l'autorité de l'Etat et la liberté de l'individu, entre la raison et le sentiment, entre l'efficacité et la justice.

La synthèse pour moi ce n'est pas le juste milieu, ce n'est pas le plus petit dénominateur commun, ce n'est pas ce qu'on appelait jadis la « troisième force », qui dans notre histoire n'a toujours été qu'une combinaison d'appareils.

La synthèse pour moi c'est de dépasser les contradictions, non de faire comme si elles n'existaient pas.

La synthèse pour moi ce n'est pas de négocier des ralliements en marchandant les idées et les convictions.

La synthèse pour moi c'est de rassembler sur un projet des gens qui ont des histoires, des parcours, des sensibilités différentes. C'est de convaincre ceux qui se sont combattus non d'oublier leur combat, non d'en oublier les raisons, mais de travailler ensemble à un but commun dans lequel chacun pourra se reconnaître.

Dépasser les clivages pour moi ce n'est pas renier les convictions, c'est oublier les étiquettes, passer par-dessus les a priori, laisser de côté le sectarisme.

Etre tolérant, être ouvert, vouloir le rassemblement des Français, c'est l'objectif que je me suis fixé, c'est la ligne de conduite que je me suis imposée. Je veux proposer aux Français une



nouvelle synthèse pour que la France avance, les rassembler sur des convictions et non sur des étiquettes pour que la République redevienne une idée neuve et un projet partagé.

Cette ligne, rien ni personne ne m'en fera dévier. Et que l'on ne compte pas sur moi pour passer sous silence les questions qui fâchent au prétexte que pour rassembler les Français il faudrait mettre tout le monde d'accord en ne disant plus rien, en ne proposant plus rien, en ne voulant plus rien.

Ce serait rendre un mauvais service à la démocratie en choisissant une fois encore l'ambiguïté plutôt que la clarté. Ce serait dénaturer une fois encore l'élection présidentielle en ne proposant pas aux Français un choix clair.

Ce serait prendre le risque que ce rendez-vous si souvent manqué au cours des dernières décennies le soit une fois de plus.

La France a déjà beaucoup trop retardé l'heure du choix.

Elle a déjà trop différé les changements nécessaires pour relever les grands défis du XXe siècle.

Elle a déjà trop attendu pour décider de son avenir au risque que les événements décident à sa place et que nous n'ayons plus la possibilité de faire autre chose que de les subir.

Pour moi le choix est clair : c'est un choix de valeurs. C'est un choix de principes.

Le 22 avril et le 6 mai, les Français auront à choisir entre deux conceptions de la politique, deux conceptions de la nation, deux conceptions de la République et, au fond, entre deux conceptions de l'homme et de la civilisation.

Cette élection est peut-être la plus décisive des 30 dernières années. Pour la première fois depuis 30 ans, c'est la morale et non la gestion qui se retrouve placée au cœur de la politique. Pour la première fois depuis 30 ans, on parle de morale dans une campagne électorale.

Pour la première fois depuis 30 ans il ressort du débat électoral que la France n'est pas confrontée à une simple crise de moral, mais à une véritable crise morale.

Cette crise morale, on en mesure la profondeur, quand on voit ce que le seul fait de parler de l'identité nationale peut provoquer d'hystérie dans une partie de la classe politique, dans certains milieux intellectuels, dans les médias...

Que l'identité nationale soit devenue à ce point une grossièreté pour tant de gens qui ont une responsabilité dans la société, pour tant de gens qui prétendent appartenir à une élite, pour tant



de gens qui se croient autoriser à donner des leçons à tout le monde, voilà ce que j'appelle une crise morale !

Je ne me laisserai pas intimider par la pensée unique. Je ne me laisserai pas enfermer dans le politiquement correct.

Je veux dire la vérité aux Français. Je veux leur dire la vérité sur la France.

Je veux leur dire ma vérité sur la politique et sur la morale.

Je veux leur dire que le 22 avril et le 6 mai, ils auront à choisir entre ceux qui ne veulent plus entendre parler de la Nation et ceux qui veulent qu'on la respecte.

Je veux que l'on respecte la Nation.

Je veux dire aux Français qu'ils auront à choisir entre ceux qui aiment la France et ceux qui affichent leur détestation de la France.

Français au sang mêlé, qui doit tout à la France, je suis fier d'être Français.

Je veux redonner à tous les Français la fierté d'être Français.

Je veux leur dire qu'ils auront à choisir entre ceux qui assument toute l'Histoire de France et les adeptes de la repentance qui veulent ressusciter les haines du passé en exigeant des fils qu'ils expient les fautes supposées de leur père et de leurs aïeux.

Je suis de ceux qui pensent que la France n'a pas à rougir de son histoire. Elle n'a pas commis de génocide. Elle n'a pas inventé la solution finale. Elle a inventé les droits de l'Homme et elle est le pays du monde qui s'est le plus battu pour la liberté.

Je suis convaincu que pour un Français, haïr la France, c'est se haïr lui-même.

Je suis convaincu que la haine de soi est le commencement de la haine des autres.

Je veux dire que durant la guerre tous les Français n'ont pas été pétainistes, qu'ils y a eu aussi les héros de la France libre et de la résistance, que si certains Français ont dénoncé des Juifs à la Gestapo, d'autres, beaucoup plus nombreux, les ont aidés au péril de leur vie, que des mères ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants.

Je veux dire que dans les colonies, tous les colons n'étaient pas des exploiters, qu'il y avait parmi eux beaucoup de gens courageux qui avaient travaillé dur toute leur vie, qui n'avaient jamais exploité personne, qui avaient construit des routes, des hôpitaux, des écoles, qui avaient enseigné, qui avaient soigné, qui avaient planté des vignes et des vergers sur un sol



aride, qui ne devaient rien qu'à eux-mêmes, qui avaient beaucoup donné à une terre où ils étaient nés et qui un jour n'ont eu le choix qu'entre la valise et le cercueil. Ils ont tout perdu. Je veux qu'on les respecte.

Je veux dire que si la France a une dette qu'elle n'a pas réglée, c'est celle qu'elle a vis-à-vis de ceux qui en Indochine et en Algérie se sont battus pour elle et ont dû quitter leur pays pour ne pas être assassinés.

Je veux que la France reconnaisse sa dette, vis-à-vis des harkis et des supplétifs d'Indochine et qu'elle l'honore. C'est une question d'honneur et l'honneur pour moi c'est encore une vertu cardinale pour un homme comme pour une nation.

Je veux dire aux Français que le 22 avril et le 6 mai, ils auront à choisir entre ceux qui sont attachés à l'identité nationale et qui veulent la défendre et ceux qui pensent que la France a si peu d'existence qu'elle n'a même pas d'identité.

Je crois à l'identité de la France qui est faite de principes et de valeurs qui se sont forgées au cours d'une très longue histoire. Je crois que ces valeurs sont universelles, qu'elles expriment une grande idée de l'homme et qu'elles ne sont pas négociables.

Je crois que la liberté de conscience n'est pas négociable. Je crois que la laïcité n'est pas négociable, je crois que l'égalité de l'homme et de la femme n'est pas négociable, je crois que les droits de l'Homme ne sont pas négociables.

Je crois qu'au cœur de l'identité de la France, il y a la langue française et que pour ceux qui veulent vivre en France, la maîtrise de la langue française est une exigence qui n'est pas négociable.

Je souhaite qu'on ne puisse pas vivre durablement en France, sans savoir parler et écrire le français.

Je souhaite que le droit au regroupement familial soit subordonné non seulement à l'obligation de prouver qu'on a les moyens de loger et de faire vivre sa famille avec les revenus de son travail, mais aussi à l'obligation d'apprendre à parler le français avant d'entrer sur le territoire national.

Les Français auront à choisir entre ceux qui pensent que l'identité de la France c'est ce que la France a de plus précieux à offrir en partage à ceux qui veulent devenir français et ceux qui veulent réduire la France à une juxtaposition de communautés et la nationalité française à un statut juridique.

Je veux que l'identité de chacun soit respectée.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse.

Mais je veux que la politique de l'immigration soit liée à la politique de l'intégration. Et qu'est-ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'être fier d'être français ? Sinon d'avoir ajouté à sa culture d'origine, la culture française ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Le 22 avril et le 6 mai les Français auront à choisir entre l'unité de la France fondée sur le principe d'égalité et le communautarisme.

Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit.
Je refuse le communautarisme qui enfermerait chacun dans ses origines et ses croyances.
Je refuse le communautarisme qui ouvrirait la voie à la loi des tribus et à la violence.
Je refuse le communautarisme qui serait le contraire de la République.

Les Français auront à choisir entre ceux qui pensent que la République commence avec le respect de la loi et ceux qui pensent que la liberté c'est avoir le droit de faire n'importe quoi.

Ils auront à choisir entre ceux qui veulent que les délinquants soient punis et ceux qui prétendent que c'est toujours la société qui est coupable et jamais les délinquants.

Je suis convaincu que le respect des lois de la République est la condition de la liberté.
Je suis convaincu que lorsque les lois ne sont plus respectées, ce sont les plus faibles, les plus vulnérables, les plus modestes, qui sont les premières victimes.

Je le dis comme je le pense : le premier devoir d'un Président de la République est de faire respecter les lois de la République et je trouve indigne d'un candidat à la présidence de la République de prendre le parti de ceux qui violent la loi.

Les Français auront à choisir entre ceux qui ont plus de considération pour les délinquants que pour les victimes.

Ma conviction est qu'un homme politique responsable est toujours du côté des victimes et qu'un homme politique qui prend le parti des délinquants est un irresponsable.

Ce qui vient de se passer autour des événements de la gare du Nord est un autre révélateur de la gravité de la crise morale que nous traversons. Car enfin c'est inouï : voilà un jeune délinquant déjà impliqué à 22 reprises dans des délits souvent commis avec violence, sept fois condamné, ayant fait l'objet de deux interdictions du territoire par la justice et d'un arrêté de reconduite à la frontière, qui prend le métro sans payer son billet, qui s'en prend violemment



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

aux agents de la RATP qui veulent le contrôler, qui est revenu illégalement en France après en avoir été expulsé et qui devient une sorte de héros pour certains candidats et pour une partie de ce microcosme parisien qui ne prend jamais le métro et qui n'a pas besoin de se lever tôt pour aller gagner sa vie.

Prendre la défense du fraudeur. Toujours trouver des excuses à ceux qui ne respectent rien. Voilà ce que j'appelle la faillite morale d'une certaine gauche !

Absoudre le fraudeur, alors que c'est le travailleur qui a des fins de mois difficiles qui paie à sa place. Voilà ce que j'appelle la faillite morale d'une certaine gauche !

Prendre systématiquement contre la police, contre la gendarmerie, le parti des voyous et des casseurs qui cherchent le moindre prétexte, pour terroriser, pour piller, pour détruire. Voilà ce que j'appelle la faillite morale d'une certaine gauche !

Cette gauche qui voudrait nous faire croire que les voyous qui ont tout cassé à la gare du Nord étaient juste révoltés par l'injustice, cette gauche-là a perdu tout sens moral.

Maintenant au moins, on sait ce que c'est l'ordre juste.

L'ordre juste c'est quand ceux qui ne veulent ni étudier ni travailler ont le droit de piller un magasin pour se procurer des chaussures de sport sans avoir à les payer.

L'ordre juste c'est lorsqu'on trouve normal de frauder, d'insulter la police, de frapper les passants, de casser les vitrines, de brûler la voiture de son voisin, de voler ce qu'on ne peut pas se payer parce qu'on ne veut pas travailler,

L'ordre juste c'est le moralisme qui se retrouve toujours du côté des voyous contre les victimes, contre l'autorité, contre la propriété.

L'ordre juste c'est toujours trouver des excuses pour ne jamais avoir à punir.

L'ordre juste c'est toujours trouver de bonnes raisons aux délinquants.

L'ordre juste c'est tenir toute intervention de la police pour une provocation.

L'ordre juste c'est le nouveau paravent de l'inconséquence et de la bonne conscience d'une certaine gauche.

L'ordre juste, quand on le juge à l'épreuve des faits, c'est juste le désordre et au bout du désordre, il y a toujours l'injustice.

Que pense la France qui travaille, la France qui a peur de perdre son emploi, qui a peur du déclassement, qui a peur de l'exclusion, la France qui se donne du mal et dont le pouvoir d'achat diminue, qui arrive de moins en moins bien à se loger avec les revenus de son travail, que pense cette France-là quand elle voit ce qui s'est passé à la gare du Nord ?



Que se dit-elle quand elle voit les casseurs, quand elle entend que la police est coupable de faire son métier, qu'en arrêtant les fraudeurs c'est elle qui est coupable de susciter la haine ?

Que ressent le citoyen qui n'en peut plus de l'insécurité et de la violence, qui n'en peut plus de payer des impôts pour entretenir des assistés qui gagnent plus que lui sans rien faire et qui ne respectent aucune loi, aucune règle, aucune autorité ? Que ressent ce citoyen quand il entend une candidate déplorer que le fossé se creuse entre les citoyens et la police alors que lui il veut que la police fasse son métier, alors que lui il connaît trop le prix des choses pour les casser, alors que lui il ne trouve pas que les émeutiers qui s'attaquent à la police et aux vitrines ressemblent tellement à l'immense majorité des citoyens de ce pays, parce que pour lui un citoyen c'est quelqu'un qui se comporte avec civisme, c'est quelqu'un qui ne s'attaque pas aux biens d'autrui ? Eh bien ce citoyen, je crois qu'il se dit que cela suffit, que cela ne peut plus durer. Je crois que ce citoyen, si l'on continue à toujours trouver des excuses aux voyous, il va finir un jour par se laisser tenter par les extrêmes.

Je ne veux pas laisser l'ordre à l'extrême droite.

Je veux défendre l'ordre républicain, parce que si la droite républicaine ne défend pas l'ordre républicain, c'est la République, qui est le bien de tous, qui va finir par être remise en cause. Mes valeurs ne sont pas celles de l'extrême droite. Mes valeurs sont celles de la droite républicaine. Ce sont des valeurs d'équité, d'ordre, de mérite, de travail, de responsabilité. Je les assume. Mais dans les valeurs auxquelles je crois, il y a aussi le mouvement. Il y a aussi l'ouverture et la tolérance.

Je ne suis pas un conservateur. Je ne veux pas d'une France immobile. Je veux l'innovation, la création, la lutte contre les injustices. J'ai voulu faire entrer ces idées dans le patrimoine de la droite républicaine alors même que la gauche les délaissait.

Je ne veux pas d'une France fermée qui refuse la diversité, qui rejette la différence. Je veux une France ouverte, accueillante, généreuse, fraternelle. Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est la plus importante de toutes.

La fraternité, c'est la volonté de vivre ensemble, de partager un destin commun, une loi commune.

Je veux remettre la fraternité au cœur de la politique. Ce n'est pas démodé. Ce n'est pas que l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité ! Car sans elle on ne peut pas rassembler.

Je veux remettre la fraternité au cœur du projet républicain. Je rêve que le peuple français tout entier se lève pour que la fraternité ne soit plus seulement un mot gravé sur le fronton des mairies mais devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Je l'ai dit à la jeunesse :

« Je rêve qu'un jour tous les enfants dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les enfants de rapatriés et de harkis, tous les enfants d'immigrés, tous les petits-enfants d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants,



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

juifs ou musulmans puissent avoir le sentiment qu'ils sont tous les enfants d'une République fraternelle .

Je rêve d'une France où personne ne soit jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion ou sur l'adresse de son quartier, mais sur la nature de son caractère.

Je rêve que tous les enfants de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes droits. Je rêve que tous les enfants de tous les quartiers, de toutes les couleurs, de toutes les religions qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes droits. »

Si une partie de la jeunesse éprouve un profond malaise, si elle n'arrive pas à trouver sa place dans la société, si au fond elle a si peur de devenir adulte, la responsabilité en incombe à tous ceux qui depuis des années n'ont plus le courage de dire la vérité à la jeunesse.

Je veux dire la vérité à la jeunesse..

Parce que cette vérité nous la devons tous à nos enfants.

Parce que cette vérité, je sais qu'elle est capable de l'entendre.

La vérité c'est qu'à maintenir indéfiniment la jeunesse dans un état de dépendance et d'assistance, on lui fait perdre peu à peu l'estime d'elle-même.

La vérité c'est que rien n'est gratuit et que tout se mérite.

La vérité c'est que c'est le travail qui crée le travail.

La vérité c'est que la jeunesse n'excuse pas tout.

Un voyou est un voyou, qu'il soit jeune ou vieux.

La vérité c'est que si la société a des devoirs envers la jeunesse, la jeunesse a aussi des devoirs envers la société, que si la famille a des devoirs vis-à-vis de ses enfants, les enfants ont aussi des devoirs vis-à-vis de la famille.

La vérité c'est qu'on ne rend pas service à la jeunesse en l'infantilisant. Encore moins en infantilisant toute la société.

La vérité c'est qu'en c'est qu'en l'enfermant en elle-même, en l'incitant à devenir sa propre fin, en cherchant à la mettre à l'abris de tout, on ne protège pas la jeunesse, on l'abîme.

La jeunesse n'a pas besoin qu'on l'aide à rester jeune. Elle a besoin qu'on l'aide à devenir adulte.

Elle n'a pas besoin que l'on construise son avenir à sa place. Je veux construire avec elle une société où chacun recevra selon son mérite et où chacun aura sa chance.

Je veux lui donner les moyens de vivre ses rêves.

Je veux lui proposer d'être l'âme du changement, l'acteur d'une rupture qu'au fond d'elle-même elle appelle de ses vœux sans oser l'entreprendre parce qu'elle a perdu une partie de sa confiance en elle.

Mais les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents doivent assumer leurs responsabilités s'ils veulent que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs. Un jour j'ai utilisé le mot « racaille » en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

regarder la réalité en face. Quels éducateurs serons-nous si nous nous laissons aller à ces petites lâchetés? Si les multirécidivistes n'ont rien à craindre? Si les mineurs peuvent se livrer aux pires excès sans être punis? Si nous apprenons à nos enfants que l'âge excuse tout? Si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous?

Il y a une violence gratuite qui n'appelle que de la sévérité. Mais il y a aussi la persistance d'injustices intolérables qui suscite une violence née du sentiment d'injustice à laquelle il nous faut répondre par plus de justice.

Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoiqu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir.

La fraternité, c'est l'égalité des chances, c'est tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, puisse essayer de réaliser ses ambitions, de réaliser ses rêves. Si je suis élu je mettrai en œuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourriront le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Je veux qu'on n'aide pas seulement les territoires ou les immeubles. JL Boorlo a fait travail formidable mais maintenant, il faut aussi aider les personnes.. Aménager les territoires, rénover les immeubles c'est bien. Donner de la sécurité, de l'instruction, du travail à ceux qui les habitent, c'est nécessaire. A ceux qui pensent que cela coûtera trop cher, je veux dire que ne pas faire assez pour restaurer le sentiment de l'égalité et de la justice coûterait infiniment plus cher.

Je souhaite d'abord que nous changions notre façon de concevoir l'éducation. Je souhaite une véritable révolution des mentalités par laquelle les parents soient reconnus comme des éducateurs à part entière.

Les parents sont les premiers éducateurs de l'enfant. La famille joue un rôle décisif dans le développement intellectuel, moral et affectif de l'enfant. S'il faut bien sûr protéger l'enfant contre certains comportements inacceptables, il ne faut pas chercher par principe à dresser l'enfant contre la famille. Il faut en finir avec cet autre aspect de l'idéologie de 68 qui tient l'influence de la famille pour forcément néfaste. Il faut en finir avec la mise en accusation systématique de la famille. C'est dans la responsabilisation de la famille et non dans son affaiblissement que se trouve la clé de beaucoup des problèmes que nous rencontrons avec une partie de la jeunesse.

Si pour les familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants mineurs, qui les laissent traîner dans la rue, qui les laissent commettre des délits, qui ne respectent pas l'obligation de les scolariser, je souhaite que des sanctions soient prises, que la responsabilité des parents puisse être mise en cause, qu'éventuellement les allocations familiales soient mises sous tutelle, je m'engage aussi si je suis élu à aider les familles qui en ont besoin à élever leurs enfants.

Je souhaite que dans ce rôle ils soient soutenus, aidés, accompagnés.

Tant de choses se jouent dès la petite enfance que c'est à ce moment-là qu'il faut le plus soutenir les parents. Les parents trop jeunes ou trop pauvres. La jeune mère qu'on garde le moins longtemps possible à la maternité, qui ne peut compter sur aucun conseil, sur aucune aide, qui est parfois isolée, loin de sa famille, seule pour faire face parce que le père est absent, qui va être vite confrontée à la difficulté de travailler tout en s'occupant de son enfant.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Aider les parents, aider l'enfant, pas seulement par des allocations mais aussi par l'assistance morale, par l'assistance éducative, par le conseil, par la mise en œuvre de tous les moyens pour concilier la vie professionnelle et la vie familiale, voilà ce qu'il faut faire.

L'enfant est innocent, l'enfant n'est pas responsable. La pauvreté, la misère il les subit. Il n'y est pour rien. Il faut aider l'enfant, lui donner sa chance, détecter le plus tôt possible ses difficultés, ne pas le laisser s'abîmer, ne pas le laisser s'enfermer, se replier sur lui-même.

Je souhaite que les instituteurs, les professeurs ne soient plus seulement des enseignants mais aussi des éducateurs. Mettre l'école à l'abri des conflits qui déchirent la société est nécessaire. Mais refermer l'école, le collège, le lycée sur eux-mêmes, instaurer une rupture radicale entre la vie de l'enfant à l'école et en dehors de l'école n'est pas tenable. Dehors ou dedans, l'enfant est une seule et même personne. Le savoir scolaire et les autres savoirs se mélangent sans cesse, comme tous les aspects de l'existence forment la trame d'une même vie.

L'école doit apprendre la vie, toute la vie.

L'école ne peut se décharger de toute responsabilité quand la classe est finie. C'est la raison pour laquelle je souhaite qu'elle prenne en charge les orphelins de 16h dont les parents travaillent, qu'elle organise des études surveillées où les enfants au lieu d'être livrés à eux-mêmes soient encadrés pour faire leurs devoirs. Je souhaite que les enseignants volontaires pour diriger ces études, comme ceux qui seront volontaires pour faire du soutien scolaire, reçoivent un surcroît de rémunération.

Je souhaite aussi que les bons élèves issus de familles modestes et qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions puissent être accueillis dans des internats d'excellence.

Je veux rendre aux parents la liberté de choisir l'école de leurs enfants parce que c'est la seule manière de briser le cercle vicieux de la ségrégation. Je veux que l'on donne davantage aux établissements qui rencontrent le plus de difficultés.

Je veux que les moyens de chaque école, de chaque collège, de chaque lycée soient calculés en fonction des handicaps que supportent ses élèves.

Je souhaite que la politique éducative dépasse le cadre de l'école pour concerner la société tout entière.

Tous les éducateurs doivent se sentir concernés par ce qui arrive à l'enfant où qu'il se trouve, pas seulement les parents, pas seulement les enseignants, pas seulement les assistantes sociales, mais aussi les juges, les policiers, les élus, les médecins. La médecine scolaire en particulier a un rôle important à jouer. Elle doit être réhabilitée et revalorisée.

Je veux dire à tous les éducateurs que rien ne peut se faire s'ils ne travaillent pas ensemble, s'ils ne se parlent pas, s'ils se méfient les uns des autres.

Tous doivent être conscients que dresser l'enfant contre la société, ne lui enseigner que la rancœur et la révolte, c'est trahir l'enfant, trahir sa confiance, son innocence.

L'infantiliser au lieu de l'aider à devenir adulte, lui apprendre les codes et les règles de la vie en société c'est le trahir.

L'excuser toujours, lui donner tous les droits, ne jamais forcer sa nature, ne jamais chercher à discipliner ses instincts, ses pulsions, c'est le trahir.

On trahit l'enfant quand on lui fait croire qu'il peut tout avoir sans effort, que même l'effort d'apprendre est inutile, que la vie n'est qu'un jeu.

Mais on trahit l'idéal que l'on prétend inculquer à la jeunesse quand on prive une partie de la jeunesse de l'accès aux grandes œuvres de l'esprit en prétendant qu'elle n'est pas capable de faire l'effort nécessaire pour les comprendre, que c'est trop compliqué pour elle et que cela ne



lui sert à rien, quand on refuse d'enseigner Antigone au fils d'ouvrier ou à l'enfant d'immigré, on ne fait pas la politique qui permet à chacun de conquérir l'estime de lui-même, on fait la politique du nivellement, de l'égalitarisme, de l'assistanat.

Quand il n'y aura plus qu'une toute petite partie de la jeunesse qui comprendra ce que signifie la phrase d'Antigone : « Je ne suis pas venue pour partager la haine mais pour partager l'amour », nous n'aurons pas préparé une société de l'amour mais une société de la haine.

Quand seule une petite partie de la jeunesse aura été rendue curieuse de ce qui est beau et de ce qui est grand.

Quand seule une petite partie de la jeunesse aura pu accéder à la connaissance parce que l'autre n'aura pas été jugée digne de la recevoir.

Quand tous les jeunes de France auront cessé d'avoir ce minimum de culture commune qui permet de se parler et de se comprendre.

Quand chaque jeune Français sera enfermé dans le monde clos de son langage et de sa pensée, incapable de communiquer avec les autres, d'échanger, de partager des projets et des rêves, alors le grand rêve d'une République universelle et fraternelle qui est le grand rêve de la France sera définitivement brisé. Je veux lutter contre cette dérive.

Je veux dire la vérité à la jeunesse. Je veux lui dire que le travail c'est la vraie liberté, c'est l'égalité des chances, c'est la promotion sociale. Le travail c'est le respect, c'est la dignité, c'est la citoyenneté réelle. Si je suis élu, j'instaurerai un service civique obligatoire de 6 mois que chacun modulera en fonction de ses propres contraintes d'études, de projet professionnel, de vie familiale. Ce sera pour la jeunesse une opportunité de s'engager dans de grandes causes humanitaires, d'élargir son horizon, de rencontrer d'autres jeunes qui sont différents, ce sera une possibilité de réinsertion dans la société pour des jeunes qui en auraient été exclus, ce sera une première expérience du travail. A la jeunesse qui est victime du chômage et de la discrimination. A cette jeunesse pour laquelle la défaillance de l'école est un drame parce que l'inégalité devant le savoir et devant la culture vient accentuer les inégalités sociales, que l'école devrait avoir pour mission de compenser. C'est la promotion sociale et l'égalité des chances qui sont compromises. C'est tout notre modèle républicain qui perd sa légitimité.

L'égalité des chances, c'est le grand défi de notre République.

Elle suppose l'école de l'excellence qui pousse chacun à tirer le meilleur de lui-même, à développer ses talents, mais aussi, et c'est peut-être le plus important, à être plus ambitieux pour lui-même. Car l'un des freins les plus importants à la promotion sociale, c'est l'incapacité de beaucoup de jeunes issus de milieu modeste ou de quartiers difficiles, à s'imaginer des objectifs ambitieux et à se croire en mesure de les atteindre. La jeunesse attend que l'on exige davantage d'elle pour donner beaucoup plus.

Je veux qu'aucun destin ne soit arrêté dès l'adolescence. Je veux qu'à tous ceux qui ont quitté l'école trop tôt et qui veulent s'en sortir la société offre la possibilité d'une deuxième chance. Si je suis élu, je ferai en sorte que tous ceux qui le souhaitent puissent avoir accès à une école de la deuxième chance. Et je mettrai en œuvre un véritable plan Marshal pour offrir une formation qualifiante, débouchant sur un emploi à tous les jeunes des cités qui n'ont aucune



formation. Car ce gâchis de la jeunesse ne peut plus continuer. Car il n'est pas possible de laisser tant de jeunes sans aucun espoir d'accéder à un emploi normal et à une vie normale.

Si je suis élu, je rendrais effectif le droit à la formation tout au long de la vie. Je créerai les conditions de l'indépendance financière et de la responsabilisation des jeunes en instituant une allocation formation subordonnée à la poursuite assidue d'une formation et à la réussite aux examens. Je lui adjointrai la possibilité d'emprunter à taux zéro pour financer un projet de formation de création d'entreprise. J'inclurai dans la réforme universitaire l'objectif de rendre plus facile la poursuite des études avec un petit travail salarié dont le salaire sera défiscalisé.

Vous l'avez compris, je ne conçois pas l'ordre sans le mouvement, la fermeté sans la justice. Nous n'avons aucune indulgence à avoir pour les voyous, car cette indulgence est coupable. Elle brouille tous les repères elle transforme le délinquant en héros dans son quartier, elle incite les plus jeunes à suivre le mauvais exemple de leurs aînés.

Mais nous avons le devoir de tout faire pour passer d'une République formelle qui se contente de proclamer de grands principes à une République réelle qui les met en œuvre.

Notre responsabilité morale est autant dans notre volonté de faire respecter les lois et d'inculquer à nos enfants les valeurs et les principes sans lesquels aucune vie sociale n'est possible, que dans notre volonté de redonner une espérance à tous ceux qui n'en ont plus.

Cette espérance, elle tient en deux mots : le premier c'est la France, le deuxième c'est la République. Alors, du fond du cœur,

Vive la République !

Vive la France !



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr